

Éclatement d'un modèle



Le système social et économique qui a prévalu en Argentine durant les 25 dernières années a volé en éclat les 19 et 20 décembre 2001, journées les plus tragiques que le pays ait vécues depuis le retour au système démocratique, en 1983.

Événements de décembre 2001

La profonde crise économique, politique et sociale a mené à un soulèvement général, marqué par la présence de divers secteurs sociaux. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue. Leurs objectifs différaient, mais ils partageaient le rejet du gouvernement de l'Allianza¹, dirigé par Fernando de la Rúa et de la classe dirigeante en général.

La classe moyenne de la ville de Buenos Aires a manifesté son mécontentement à l'extérieur du Congrès national et du Palais du gouvernement, dans un bruit de «cacerolazos».² Dans la province de Buenos Aires et dans diverses villes de l'intérieur, les supermarchés ont été pillés par les citoyens dont les besoins alimentaires de base n'étaient pas satisfaits.

La conséquence institutionnelle et politique de ces manifestations sociales de désespoir a été la démission du Ministre des finances, Domingo Cavallo; par la suite, la situation devenant intenable, le Président lui-même a démissionné.

Les manifestations civiles spontanées qui ont eu lieu à travers l'Argentine ont mis à jour les revendications légitimes des populations qui avaient été durement touchés par les politiques d'ajustement et par l'exclusion sociale grandissante. Depuis des années maintenant, cette situation n'a trouvé qu'une seule réponse – une répression systématique – et les manifestations ont été considérées comme des délits.

L'absence de réaction institutionnelle rapide et adéquate aux revendications des populations a menacé la validité de l'Etat démocratique et à terme, précipité la chute du gouvernement de Fernando de la Rúa, qui, dans un geste d'incapacité absolue, a anticonstitutionnellement décrété l'état de siège.

Dans les rues, ceci a eu des conséquences tragiques. Début janvier 2002, près de 30 personnes ont été tuées et au moins 50 autres ont été blessées par balles dans la ville de Buenos Aires. Plus de 4.500 personnes ont été arrêtées. Les actes de violence ont été déclenchés dans le cadre de l'état d'urgence décrété par un gouvernement qui proposait une répression aveugle comme seule réaction au mécontentement social.

La répression brutale qui a coûté la vie à diverses personnes et provoqué des blessures chez des centaines d'autres ne peut s'expliquer sur la base d'excès isolés, mais a été une entreprise systématique et prolongée. Les actes de violence de certains groupes ne peuvent jamais justifier la réaction brutale de ceux dont la mission institutionnelle est d'imposer le respect de la loi et de protéger les droits des citoyens.

La démission de Fernando de la Rúa a ouvert la voie – selon le mandat constitutionnel – à l'élection par l'Assemblée législative (les deux parlements) d'Adolfo Rodríguez Saa, membre du Parti Justicialiste (PJ) et gouverneur de la Province de San Luis. Le mandat de Rodríguez Saa devait se poursuivre jusqu'aux nouvelles élections de mars 2002. Toutefois, l'appui politique qui avait permis son élection, en particulier celui de son propre parti, a commencé à faiblir au fil des jours. Pour leur part, les secteurs sociaux de la classe moyenne, regroupés spontanément, ont répété leur rejet de l'élection à des postes étatiques clés, de personnes fortement contestables, dont un grand nombre était soupçonné de corruption. Rodríguez Saa fut bientôt obligé de démissionner.

Deux jours plus tard, l'Assemblée législative fut de nouveau convoquée. Cette fois-ci pour élire Eduardo Duhalde, également membre du Parti Justicialiste, comme nouveau président devant occuper ces fonctions du 1 janvier 2002 à la fin du mandat de Président démissionnaire, Fernando de la Rúa, en décembre 2003.

Compte tenu de ce contexte, il ne fait aucun doute que l'agenda de transition du gouvernement aura à répondre aux demandes de changement, exprimées aussi énergiquement par les populations. Les politiques manifestement anticonstitutionnelles du gouvernement sortant doivent être abolies. Celles-ci incluent l'interdiction de disposer librement des dépôts bancaires et la Loi de Déficit Zéro, qui a provoqué la baisse des salaires, des pensions et la perte de sécurité sociale. Le caractère illégal de ces réglementations était directement lié au mécontentement social qui a accéléré la crise.

La prise en compte des questions sociales doit occuper une place de premier plan dans l'agenda de la transition. Les nouvelles politiques économiques doivent être décidées sur la base du consensus politique; les besoins des populations affamées doivent devenir une priorité. Aucune mesure économique n'est valable si elle ne peut être soutenue en termes sociaux. Les politiques publiques doivent viser à lutter contre la pauvreté, non dans une optique d'assistance publique, mais à travers la redistribution du revenu et le respect strict des droits sociaux. Les événements récents ont montré que la réhabilitation de la citoyenneté sociale est une condition essentielle de la validité d'un Etat démocratique. Le gouvernement doit adopter des mesures visant à respecter les obligations souscrites en vertu de la ratification du Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels et affirmer ces principes devant des organes multilatéraux de crédit, tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ces institutions, en retour, devraient respecter le droit de l'Argentine de poursuivre ces objectifs.

Dans des situations extrêmes, la protection des droits humains exige que la démocratie soit renforcée, non affaiblie.

Ajustement et répression

L'Argentine est dans sa cinquième année consécutive de récession économique. La population vivant au-dessous du seuil de pauvreté a continué à s'accroître et l'écart entre les riches et les pauvres est en train de se creuser rapidement. Le

1 «L'Allianza» est une coalition formée de l'UCR (Union Civique Radicale) et du FREPASO (Front du pays pour la solidarité).

2 Les «cacerolazos» sont des manifestations de rejet public. Ils consistent à faire tinter des ustensiles de cuisine et des objets métalliques dans les rues. Ces manifestations ont été fréquentes en Amérique latine depuis les années 80, où elles ont été utilisées dans la lutte contre les dictatures de la Corne sud.

gouvernement a insisté sur la mise en œuvre de plans économiques caractérisés par une réduction sévère des dépenses publiques et par les coupes qui en résultent dans les services publics essentiels. Ces politiques n'ont fait que creuser l'écart de revenu et accroître le nombre de personnes subissant la crise.

Par exemple, en mai 2001, 32,7% (3.959.000 personnes) de la population étaient considérés comme «pauvres» dans la ville de Buenos Aires et dans le grand Buenos Aires, et 10,3% (1.247.000 personnes) étaient qualifiés «d'extrêmement pauvres», selon les statistiques officielles.³ Si ces données étaient extrapolées à l'ensemble du pays, plus de 15 millions de personnes, soit 41% de la population, vivaient dans la pauvreté.⁴

Une planification sociale insuffisante, le népotisme, et le manque de transparence dans les méthodes de distribution – ainsi que les coupes permanentes dans les dépenses sociales requises par le processus d'ajustement – ont œuvré ensemble pour maintenir les populations dans la pauvreté.

La hausse du chômage peut également être comprise dans cette optique. Le taux de chômage continue de grimper et est actuellement à 18,3%, le taux de sous-emploi étant de 16,3%. Par rapport à octobre 2000, il y a 505.000 chômeurs de plus. Les chômeurs sont au total, au nombre de 4,8 millions de personnes, compte non tenu de la population rurale. Près de 1.400 personnes perdent leur emploi tous les jours.⁵

Les travailleurs non enregistrés sont également de plus en plus nombreux. Selon les données du Ministère du travail,⁶ 41,1% des salariés (3.744.497 personnes) font du travail au noir et sont en dehors du système de sécurité sociale.

Cette tendance à la hausse du chômage, qui prive nombre de personnes de leurs droits sociaux, va de pair avec la concentration de la richesse entre les mains d'une très petite partie de la société. Si la grande majorité des Argentins devient de plus en plus pauvre, une petite fraction s'enrichit de jour en jour.

Cette tendance s'est poursuivie sans interruption durant la dernière décennie. L'Argentine est actuellement parmi les 15 pays au monde dont la situation est la plus mauvaise en ce qui concerne la répartition de la richesse et est en tête de liste pour l'inégalité sociale parmi les pays dont l'économie assure des niveaux de vie relativement élevés.⁷

Prenant en compte les mesures effectuées au cours des 25 dernières années – en particulier à compter du milieu des années 90 – le revenu des personnes ayant moins de ressources a été atomisé, au point que les 20% les plus riches de la population, qui gagnaient, en 1974, 7,8 fois plus que les 20% les plus pauvres, reçoivent actuellement 14,6 fois plus. Selon le cabinet conseil Equis, ce chiffre représente le plus grand écart dans la répartition du revenu jamais enregistré, même plus grand que celui enregistré durant les vagues d'hyper-inflation de 1998 et 1999, et durant la crise de la Tequila en 1995.⁸

La réaction du gouvernement, en 2001, par des coupes plus sévères dans les dépenses publiques et par la répression systématique contre l'opposition, ne pouvait manquer d'aggraver cette situation.

Loi du Déficit zéro

En juillet 2001, la Loi dite du Déficit zéro (Loi N° 25.453) a changé de manière substantielle les principes fondamentaux de l'utilisation des fonds publics. Il s'en est suivi de nombreuses coupes budgétaires, qui ont affecté tant les

dépenses sociales que l'ensemble des pensions et des salaires des fonctionnaires. Ceux-ci ne sont payés que lorsque des fonds suffisants sont disponibles dans les coffres publics, ce qui signifie que le gouvernement s'est donné la capacité d'abaisser de manière unilatérale, et sans obligation contractuelle, les pensions et les salaires de l'ensemble du secteur public. Ceci a provoqué la récession économique et accru la pauvreté et l'extrême pauvreté.

Si cet état des choses touche tous les travailleurs qui dépendent du gouvernement national, la situation dans les provinces est beaucoup plus grave. A Buenos Aires, Jujuy, Tucumán, entre Rios, et Rio Negro, par exemple, où le principal employeur est la fonction publique, des mesures de réduction des salaires ont été associées au paiement de bons du trésor qui n'ont pas la valeur de la monnaie légale et qui sont cotés à moins de leur valeur nominale. Il en résulte une chute substantielle de la qualité de vie des citoyens impliqués.

La Loi du Déficit zéro a également provoqué une réduction drastique des affectations aux programmes sociaux tels que l'aide alimentaire et l'hygiène, qui visent à alléger, au moins partiellement, les carences dont sont victimes les secteurs plus vulnérables de la population.

Le processus d'ajustement structurel a également affecté le droit aux soins de santé, en envoyant nombre de personnes vers des hôpitaux publics qui ne sont pas en mesure de prendre soin d'eux, des hôpitaux affaiblis par les coupes budgétaires du secteur public. Ce processus a également entraîné des pénuries de médicaments; certains médicaments sont totalement hors de portée des patients souffrant du VIH/Sida et des retraités. Concernant ces derniers, *Obra Social* (Œuvre sociale),⁹ qui leur fournit une couverture médicale (PAMI), a pratiquement cessé d'assurer des services, ce qui signifie que près de 3 millions de personnes âgées ont perdu ou pourraient perdre leur couverture médicale.

La contestation devient un crime puni par la loi

Face aux manifestations de mécontentement, de frustration et de désespoir provoqués par la détérioration de la situation socio-économique et la suppression des droits économiques, sociaux et culturels, le gouvernement continue ses pratiques de répression et de poursuites pénales contre les manifestants. Suite à cette répression, des centaines de personnes ont été poursuivies, gravement blessées et même tuées. La suppression des droits sociaux a bouclé la boucle, avec l'action répressive menée par le gouvernement.¹⁰

En juin 2001, durant une manifestation populaire de très grande envergure dans la ville du General Mosconi, dans la Province de Salta, deux personnes ont perdu la vie. Le gouvernement a réprimé la manifestation de manière illégale et traduit de nombreux manifestants en justice, bien que leurs actions aient été protégées par le droit de pétition et le droit d'expression. A ce jour, les blessures et les morts provoquées par les actions répressives du gouvernement n'ont pas fait l'objet d'enquêtes attentives.

Cette spirale de la répression a atteint son point culminant les 19 et 20 décembre 2001, journées les plus tragiques que le pays ait vécues depuis le retour à un système démocratique, en 1983. ■

Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) – Programa de Derechos Económicos, Sociales y Culturales [Centre des études juridiques et sociales – Programme des droits économiques, sociaux et culturels]
<desc@cels.or.ar>

3 INDEC, EPH, total pour les agglomérations urbaines, mai 2001.

4 Cf. journal *Clarín* du 17 août 2001.

5 Cf. dernières mesures INDEC, EPH, octobre 2001.

6 Cf. journal *Clarín* du 14 juillet 2001.

7 Cf. Equipos de Investigación Social (Equis). *Estudio Distribución del Ingreso y brecha entre ricos y pobres. Participación en el Producto Bruto Interno (PBI) y disponibilidad de ingreso anual y diario para la población total desagregados por decil de hogares. Comparación con países seleccionados según datos PNUD/ONU y entre provincias. Evolución de los últimos 25 años.* Novembre 2001.

8 *Ibid.*

9 Une institution d'entreprise assurant des services de santé.

10 Une plainte contre les abus du gouvernement argentin a été soumise pour examen au Comité des droits de l'homme des Nations-Unies et à la Commission inter-américaine OAS des droits de l'homme par le CEJIL (Centre for Justice and International Law), le CELS (Centre for Legal and Social Studies) et par le CAJ (Legal Action Committee) du CTA (Union Centrale des travailleurs de l'Argentine), en mars 2001. Voir également *Social Watch 2001*, Argentina Report, p. 82.